

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN AUX 5 LOTS

MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI) DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM RHÔNE-ALPES



Pouvoir Adjudicateur
Groupe UGECAM Rhône-Alpes
41 chemin Ferrand
69370 Saint Didier au Mont d'Or
Représenté par son Directeur Général

SOMMAIRE

PREAMBULE 4

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'UGECAM RHONE-ALPES : UN ACTEUR MAJEUR DE LA SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN RHONE-ALPES..... 5

- 1.1. Une mission de service public au cœur de nos préoccupations 5
- 1.2. Un réseau d'établissements spécialisés aux prises en charge personnalisées pour accompagner des publics aux parcours variés 5
- 1.3. Nos chiffres-clés 2024 6

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE..... 7

- 2.1. Généralités..... 7
- 2.2. Allotissement 8
- 2.3. Objectifs..... 8

ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES 9

- 3.1. Obligation de résultat 9
- 3.2. Prise en charge des installations 9
- 3.3. Maintenance préventive 9
- 3.4. Maintenance corrective 10
- 3.5. Remplacement des éléments à durée de vie limitée 11
- 3.6. Asservissement..... 11
- 3.7. Consommables 11
- 3.8. Autres pièces détachées ou de rechange 12
- 3.9. La formation du personnel UGECAM RA..... 12

ARTICLE 4 – LIVRABLES – RAPPORTS DE VISITE 12

- 4.1. L'état des lieux 12
- 4.2. La maintenance préventive 12
- 4.3. La maintenance corrective 13
- 4.4. Les mises à jour 13

ARTICLE 5 – CONTRAINTES 14

- 5.1. Formation du personnel du titulaire 14
- 5.2. Interventions sur site 14
- 5.3. Mesures d'hygiène et de protection 15
- 5.4. Certification et agréments..... 15

ARTICLE 6 – DEVELOPPEMENT DURABLE 15

ARTICLE 7 – DEVOIR DE CONSEILS 16

ARTICLE 8 – VEILLE REGLEMENTAIRE 16

ARTICLE 9 – SUIVI DE LA PRESTATION	16
9.1. Interlocuteur unique	16
9.2. Mise en place du marché.....	16
9.3. Réunions de suivi	16
ARTICLE 10 – DEMARCHE ET contrôle QUALITE	17
ARTICLE 11 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT	17
LISTE DES PIECES EN ANNEXE	18

PREAMBULE

Le présent accord-cadre, signé entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, prévoit la réalisation simultanée des objectifs suivants :

- ☑ l'entretien et l'obtention d'un niveau d'utilisation ou de fonctionnement fiable et pérenne d'espaces ou d'installations et d'équipements décrits au CCTP,
- ☑ le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations,
- ☑ la fourniture d'une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent CCTP,
- ☑ la garantie de la continuité du service, dans le respect d'engagement de qualité.
- ☑ l'assistance technique visant à garantir la continuité et la qualité du service rendu.

Il est expressément précisé que le présent Cahier des Clauses Technique Particulières est énumératif et non limitatif ; il énumère des prestations que sont en droit d'attendre le Pouvoir Adjudicateur en termes de garantie de résultats, et non les travaux préparatoires à ces prestations, ni les diverses sujétions qui en découlent, pour mener l'exécution à bonne fin et remplir la garantie de résultat exigée. Le Titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention de la garantie de résultat.

Ces prestations doivent permettre de garantir au Pouvoir Adjudicateur la pérennité de ses ouvrages par la mise en œuvre de toutes ces actions continues, préventives et curatives.

Dans cet esprit, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, définissant les principales prestations à réaliser et les équipements et matériels à entretenir.

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'UGECAM RHONE-ALPES : UN ACTEUR MAJEUR DE LA SANTE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EN RHONE-ALPES

1.1. Une mission de service public au cœur de nos préoccupations

L'UGECAM (Union de Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie) Rhône-Alpes est un organisme de Sécurité Sociale, rattaché au Groupe UGECAM et appartenant à l'Assurance Maladie dont les valeurs socles sont :



1.2. Un réseau d'établissements spécialisés aux prises en charge personnalisées pour accompagner des publics aux parcours variés

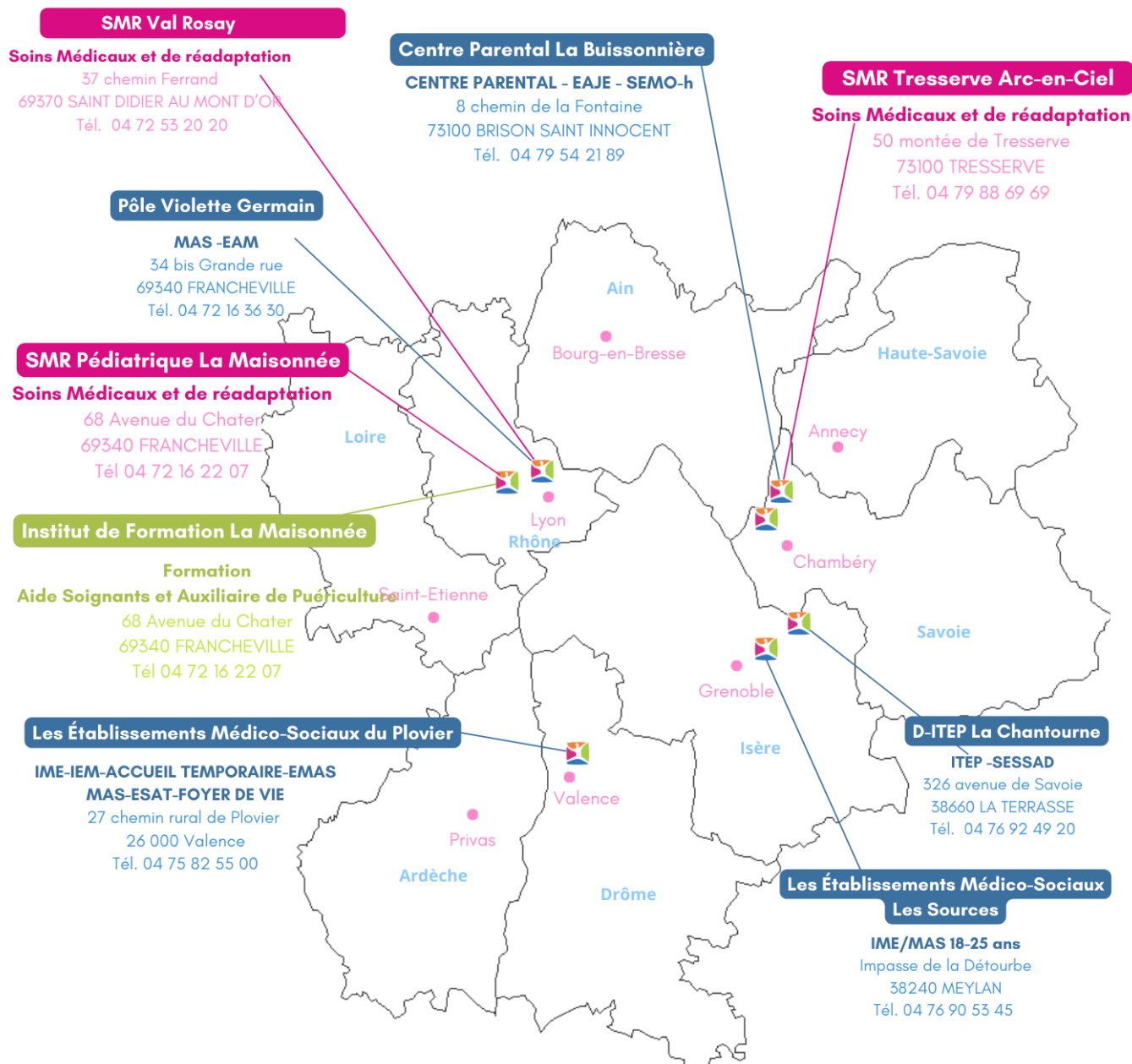
En tant qu'organisme privé à but non lucratif, l'UGECAM Rhône-Alpes gère un réseau de :

- 12 établissements sociaux et médico-sociaux ;
- 3 établissements de soins médicaux de réadaptation
- un institut de formation paramédical

répartis sur 4 départements (Drôme, Isère, Rhône, Savoie).

Les établissements de l'UGECAM Rhône-Alpes accompagne des enfants et des adultes malades et / ou en situation de handicap ainsi que des enfants, des adolescents et des femmes en rupture sociale.

L'offre de services et de prestations est diversifiée : handicap, polyhandicap, médecine physique et réadaptation, soins de suite en orthopédie, neurologie, pneumologie, pédiatrie....



1.3. Nos chiffres-clés 2024

997
lits et places installés
492 en sanitaire, 394 en médico-social et 111 à l'institut de formation

1 000
salariés

€79 313 938
d'euros de chiffre d'affaires

118 602
journées réalisées en soins de suite et de réadaptation

94 278
journées réalisées en établissements médico-sociaux

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Généralités

Le présent accord-cadre a pour objet la **maintenance et l'entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements correspondants** des établissements du Groupe UGECAM Rhône Alpes.

Le périmètre du présent accord-cadre couvre les prestations suivantes :

- ☑ La maintenance préventive, tous niveaux, de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie, incluant les pièces, la main d'œuvre et les déplacements.
- ☑ La maintenance corrective, tous niveaux, effectuée à la demande de l'UGECAM Rhône Alpes, après constatation d'un dysfonctionnement de l'installation ou des systèmes, incluant les pièces, la main d'œuvre, les déplacements, hors casse extérieure indépendante de l'exploitation normale des systèmes (vandalisme par exemple).
- ☑ La remise des livrables décrits dans l'article 4 du présent CCTP

L'inventaire des équipements est décrit en **annexes** du présent document.

Pour précision, la maintenance, réglage, entretien et prestations **sont compris** dans le périmètre du présent accord-cadre (nota : si des changements de pièces sont nécessaires, celles-ci feront l'objet d'un devis) :

- Maintenance des volets de désenfumage y compris mécanismes et contacts de position
- Maintenance des clapets de désenfumage y compris mécanismes et contacts de position
- Maintenance de contacts de position des portes ainsi que les maintiens magnétiques des portes
- Maintenance des pressostats des moteurs de désenfumage
- La mesure annuelle des débits de désenfumage mécaniques

Les équipements suivants **ne sont pas compris** dans le périmètre du présent marché :

- ✗ Les équipements d'alarme de type 3 et 4, contrôlés par les responsables techniques des établissements (curatif sur devis).
- ✗ Les installations électriques en amont du TGS
- ✗ La serrurerie et la menuiserie des portes asservies
- ✗ Les moyens d'extinction portatifs
- ✗ La maintenance du compartimentage, la maintenance du matériel de désenfumage qui appartient au lot chauffage/ventilation jusqu'à l'entrée du coffret de relaying (hors système de commande et contacteurs, inclus à la présente prestation),

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage dans le cadre d'un contrat de service complet qui couvre l'ensemble des prestations de main d'œuvre, de frais de déplacement et de fournitures nécessaires pour maintenir les installations de sécurité incendie en bon état de fonctionnement et en conformité avec les normes en vigueur.

Les visites périodiques (triennales), réalisées par un organisme de contrôle agréé, ne font pas partie du périmètre de l'accord-cadre mais le prestataire sera prévenu par l'établissement concerné de la date de cette visite afin que les actions soient coordonnées. La présence du titulaire pour cette visite de contrôle est incluse dans la présente prestation.

2.2. Allotissement

L'accord cadre est divisé en lots comme suit :

Lots	Intitulé	Adresse	Class. ERP	Installation SSI	Date supposée de l'installation	Date démarrage du contrat	Contact
Lot 01 SMR Val Rosay	SMR Le Val Rosay (& Siège Direction Générale)	37 / 41 chemin Ferrand 69 370 Saint Didier au Mont d'Or	U2	1 centrale SIEMENS PC sécurité 7j/7, 24h/24	2023	01/12/2025	Denis Valot 06 99 78 08 59
Lot 02 Francheville	SMR la Maisonnée	68, avenue du Chater 69 340 Francheville	U N R 3	1 centrale CHUBB	2011	01/12/2025	Capucine Pedrosa 04 72 16 17 21
	Pôle Violette Germain	34 bis grande rue 69 340 Francheville					Alcina Khatra 04 72 16 36 39 07.62.80.87.23
Lot 03 Savoie	SSR l'Arc en Ciel	50, montée de Tresserve 73 100 Tresserve	U4	SIEMENS	2017	01/12/2025	Jean Sébastien Buch 06.07.99.25.37
	La Buissonnière	8, chemin de la Fontaine 73 100 Brison Saint Innocent	U4	SIEMENS	2024	01/12/2025	Jean Claude Blanc 04.79.54.66.02 06.88.25.83.35
Lot 04 Isère	IME les Sources	Impasse de la Détourbe 38 240 Meylan	J4	CHUBB	2009	01/12/2025	Richard MINIERI 06 69 63 89 64
	ITEP SESSAD la Chantourne. Bât. concernés : Chartreuse, Ecrins et Drus	326, avenue de Savoie 38 660 La Terrasse	R5	3 centrales : •CHUBB Ecrins •DEF POLARIS Chartreuse •CHUBB : Drus	Ecrins : ? Chartreuse : 2014 DRUS : 2007	01/12/2025	Christophe Viallet 06.16.33.60.83
Lot 05 Plovier	Domaine du Plovier 3 bât. concernés : MAS Horizon / Foyer Arc en Ciel / IME Pôle Ado	415 chemin du Plovier 26 320 Saint Marcel Les Valence	J4	3 centrales multi marques	Horizon : 2023 Arc en ciel : 2016 IME : 2010	01/12/2025	François Deroux 06.87.86.14.83

Les candidats ont la possibilité de proposer une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots étant entendu que l'offre doit être complète pour chaque lot.

Cette liste est susceptible d'évoluer durant l'exécution du marché selon les réorganisations possibles du groupe Ugecam (déménagement, regroupement, création, fermeture...).

2.3. Objectifs

D'une manière générale, le titulaire du présent accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur :

- ➔ Les performances de fonctionnement des installations et équipements au niveau optimal, proches de celui des performances d'origine,
- ➔ Le respect des conditions de fonctionnement définies dans les spécifications techniques du (les) constructeur(s),
- ➔ La fiabilité et la pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif,
- ➔ Le maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité et les règles de l'art,
- ➔ Les résultats fixés au présent accord-cadre, la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats au moindre coût,
- ➔ La satisfaction des occupants par la qualité et la continuité du service,
- ➔ La propreté des locaux et des installations techniques,
- ➔ L'assistance et le conseil technique à l'UGECAM Rhône Alpes.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES

3.1. Obligation de résultat

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage formellement sur sa capacité et ses moyens à conserver en parfait état de fonctionnement tous les matériels constituant le S.S.I pendant toute la durée du contrat et a donc obligation de résultat.

Afin de juger de sa capacité à intervenir dans les meilleures conditions, le candidat indique dans le cadre de réponse technique (RC_ANX2_MEMOIRE_LOT_0X_SSI) les moyens sur lesquels il s'engage pour assurer un dépannage rapide dans le cadre de cet accord-cadre. Il précise aussi les ressources qui interviendront pour la maintenance préventive et corrective.

⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence.*

3.2. Prise en charge des installations

Le Titulaire est réputé parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance. En l'absence de réserves dûment justifiées, en préalable à toute intervention, tous les matériels et équipements dont il assure la maintenance sont réputés être en bon d'état d'entretien et de fonctionnement.

En cours d'exécution, le titulaire pourra être tenu de prendre en charge les nouveaux équipements relatifs aux installations dont il a la charge, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par lui-même.

3.3. Maintenance préventive

Les visites et interventions de maintenance systématique ont pour but de réduire les pannes, de maintenir dans le temps les performances des installations, de répondre aux exigences des règlements de sécurité, des normes, des assureurs, et des prescriptions des constructeurs.

La maintenance préventive est à assurer sur tout le matériel de détection incendie (toute marque), alarmes restreintes ou générales, matériel d'asservissement (DAS).

Sont concernés :

- Armoires de détection (SDI - CMSI) y compris tout son contenu, cartes relais, synoptiques, alimentations, boîtiers de report et de synthèse, indicateurs d'action, blocs de déverrouillage
- Câblage
- Détecteurs automatiques d'incendie
- Dispositifs d'alarme
- Liaisons de commande et de retours d'informations jusqu'aux terminaux concernés
- Remplacement d'adresses pour les installations de détection incendie adressables.

Les visites sont au nombre de 1 (Chantourne) ou 2 par an (autres établissements), conformément à la réglementation – Annexe C de NF S 61-933 : 1 visite semestrielle (1 essai par zone) + 1 visite annuelle (point par point). La première a lieu dans le 1er semestre de la notification du marché.

Les interventions peuvent avoir lieu du lundi au vendredi de 8h30 à 17h (hors jours fériés).

Un programme établi pour l'ensemble du parc à répartir si besoin sur plusieurs jours consécutifs est présenté au préalable au responsable technique et sécurité du site.

Lors de son intervention, le titulaire doit être en autonomie y compris pour réarmer les volets et clapets (sauf sur le site du Val Rosay où le service de sécurité incendie sera en accompagnement).

En fin de chaque journée d'intervention, les défauts et reports sur le SSI doivent être acquittés.

Le titulaire procède à la vérification du SSI conformément à la NFS 61.933.

- ⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence et notamment transmet une copie des procédures et/ou instructions.*

Tous les scénarios du tableau de corrélation du SSI sont testés et enregistrés sur un tableau. Les dysfonctionnements doivent être mis en évidence

- ⇒ *Le candidat joint un exemple de tableau dans le mémoire technique.*

3.4. Maintenance corrective

La maintenance curative est à assurer sur tout le matériel de détection incendie, alarme restreinte ou générale et matériel d'asservissement (DAS) installés sur le site de l'établissement et précisés à l'article 2.1 du présent CCTP.

Cette maintenance a pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou systèmes à la suite d'une défaillance, ou d'une visite de maintenance.

Le titulaire doit assurer :

- ⇒ Une assistance téléphonique au dépannage 24h/24 et 7j/7.
- ⇒ Un délai d'intervention de 3 heures en 24h/24 et en 7j/7.
- ⇒ Un dépannage illimité (main d'œuvre et déplacement compris) dans un délai maximal de 48h.
- ⇒ Le stock des pièces détachées critiques (importantes pour le fonctionnement et/ou longues à obtenir) afin d'assurer un dépannage rapide.

Le stock est à constituer dans les 2 mois suivant la notification du marché. La liste de ces pièces fait partie des documents de réponse à l'appel d'offres. Elle sera transmise au responsable technique de l'établissement à la notification du marché.

- ⇒ Pouvoir remplacer toutes les pièces détachées

Dans la maintenance corrective, il est également intégré les modifications de programmation (détection et asservissement) soit à la demande du responsable technique et sécurité du site par exemple dans le cas d'une mauvaise dénomination d'un local, ou d'un changement d'affectation de local, soit d'un organisme de contrôle.

En cas de modification, les mises à jour des plans sont à la charge du titulaire, conformément à l'article 4 du présent CCTP.

Les listings de programmation en natif sont fournis sans surcout lors de toute modification de programmation.

Rappel :

Le coût de la maintenance corrective indiquée au bordereau de prix comprend des interventions illimitées (pièces, main d'œuvre et déplacement compris).

- ⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence.*

Dans le cas où le titulaire du présent accord-cadre prévoit une durée d'indisponibilité supérieure à 12 heures, il doit informer par écrit le responsable de sécurité de l'établissement pour définir les moyens de sécurité à mettre en œuvre en cas de problème.

Si l'indisponibilité est du fait du titulaire, il prend à sa charge les moyens à mobiliser (mise à disposition de personnel, ...etc.).

- ⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence.*

3.5. Remplacement des éléments à durée de vie limitée

3.5.1. Piles et batteries

Le titulaire du présent accord-cadre effectue le remplacement et l'évacuation des piles une fois par an, ainsi que le remplacement de l'ensemble des batteries constituant les systèmes autant que de besoin et à minima tous les trois ans (au bout de trois ans l'ensemble du parc de batteries doit être renouvelé).

Une fois le remplacement des batteries effectué, le titulaire valide l'autonomie des systèmes.

Le titulaire du présent accord-cadre fournit annuellement le listing (format papier et informatique en format Excel) permettant d'identifier les batteries remplacées en 2 exemplaires aux personnes suivantes

- Le responsable technique et sécurité du site, ou à défaut le Directeur de l'établissement concerné
- Le Responsable immobilier de l'UGECAM Rhône Alpes situé à la Direction Générale

Ce tableau, considéré contractuellement comme un livrable, comporte au minimum les indications suivantes :

- ✎ L'identification des batteries ayant été remplacée (positionnement et caractéristiques)
- ✎ Listing des autres batteries avec une date prévisionnelle de remplacement

3.5.2. Détecteurs

Selon les installations en place, il peut être nécessaire de procéder ponctuellement ou par campagne au remplacement des détecteurs. Le candidat propose des modalités de remplacement tenant compte de l'obligation de résultat et de son devoir de conseil, afin de maintenir l'installation en parfait état de fonctionnement et en conformité.

A chaque mise à jour, le prestataire remet au responsable technique de l'établissement un listing des détecteurs, par bâtiment, comportant le type, la référence et la date de mise en service de ceux-ci.

Selon les installations en place, il peut être nécessaire de procéder ponctuellement ou par campagne à l'étiquetage (des têtes de DI, Boîtiers Brise-Glace (BG)) avec le numéro correspondant à la programmation du SSI.

L'ensemble des coûts de ces prestations (fourniture, pose et évacuation) sont prévus dans l'offre

Ce listing, considéré contractuellement comme un livrable.

3.6. Asservissement

A chaque visite de maintenance préventive ou corrective, la vérification de bon fonctionnement des D.A.S. ou Dispositifs Actionnés de Sécurité (P.C.F, Volets, Clapets, Non Stop....) est réalisée par le titulaire de l'accord-cadre et précisée sur les rapports correspondants.

Le réarmement des D.A.S est pris en charge par le titulaire de l'accord-cadre en autonomie (sauf sur le site du Val Rosay où le service de sécurité incendie sera en accompagnement).

La maintenance et les différents réglages contacts de positions des portes, des volets coupe-feu, des trappes de désenfumage et d'amenée d'air sont compris dans le périmètre de contrat de base ainsi que la vérification de fonctionnement et les maintiens magnétiques en font partie.

3.7. Consommables

Dans le cadre des visites préventives (offre de base), le titulaire du présent accord-cadre fournit et effectue le remplacement des petits consommables comme les vitres des déclencheurs manuels, les fusibles, les clés, etc... et ceci sans surcout facturable.

Par ailleurs, le titulaire du présent accord-cadre fournit au service sécurité annuellement 7 exemplaires de clés de réarmement de déclencheur manuel par modèle existant et ceci sans surcout facturable.

3.8. Autres pièces détachées ou de rechange

Le titulaire du présent accord-cadre effectue le remplacement de toutes les pièces nécessaires pour le bon fonctionnement des installations faisant partie du périmètre défini à l'article 2.1 du présent CCTP.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage sur la capacité à détenir toutes les pièces d'origine nécessaires au bon fonctionnement des installations. Les pièces détachées de remplacement sont conformes aux pièces d'origine, aux prescriptions du constructeur et compatibles avec les matériels installés.

Le titulaire du présent accord-cadre justifie qu'il dispose d'un stock permanent et suffisant de pièces critiques de rechange pour les dépannages.

- ⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence, propose une liste de références tenues en stock et le délai maximal sur lequel il s'engage pour disposer de pièces de rechange hors stock.*

3.9. La formation du personnel UGECAM RA

Le titulaire du présent accord-cadre assure la formation nécessaire du personnel du service de sécurité de l'établissement pour l'exploitation et la maintenance de premier niveau des installations permettant ainsi de maintenir le niveau des connaissances sur la maintenance, le dépannage, l'exploitation et la réglementation.

Cette formation (d'environ 1 heure) a lieu deux fois par an lors de visites de maintenance avec les personnels du PC sécurité incendie et/ou des services techniques présents et/ou du personnel ayant à intervenir. Elle fait l'objet d'un enregistrement et d'une attestation correspondante.

Cette formation est sans surcoût facturable.

- ⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence.*

ARTICLE 4 – LIVRABLES – RAPPORTS DE VISITE

4.1. L'état des lieux

Le titulaire du marché établit un procès-verbal de l'état des lieux des systèmes et équipements au début et à la fin du marché, quelle que soit sa durée. Sur l'état des lieux de fin de contrat, il sera indiqué la durée de vie de l'installation. Ce procès-verbal est transmis au responsable immobilier de l'UGECAM Rhône Alpes, dans un délai maximal

- ➡ de 45 jours après le démarrage du marché
- ➡ de 30 jours avant la fin du marché

Par ailleurs, l'ensemble des documents techniques utilisés (plans, schémas, listings, ...) seront mis à jour tous les ans et transmis conjointement au responsable technique et sécurité de l'établissement et au responsable de l'immobilier, dans un délai maximal de 20 jours. Ces documents comportent les dates de mise en service des détecteurs et piles, accessoires à renouveler périodiquement.

4.2. La maintenance préventive

Les dates des visites de maintenance préventive sont fixées au minimum un mois à l'avance avec le responsable technique et sécurité du site.

A chaque visite, le technicien du titulaire établit un compte rendu par bâtiment, sur lequel il atteste que les opérations prévues dans le présent marché ont été effectuées. Doivent apparaître également l'essai des D.A.S., et toutes autres informations telles que: anomalies constatées, risque de détérioration...etc.

Les techniciens du titulaire notifient les interventions effectuées à leur initiative ainsi que les dates et heures d'interventions.

Les bons d'intervention sont signés par le responsable de sécurité ou à défaut le Directeur de l'établissement. Si la signature n'est pas identifiée, l'intervention sera considérée comme nulle et devra être replanifiée.

Les registres de sécurité sont signés par le titulaire.

✧ Rapport de maintenance

Après chaque visite préventive dans un délai de 20 jours, le titulaire fournit un rapport détaillé qui contient au minimum :

- ➔ La liste des points testés avec résultat et action
- ➔ La liste des points reconditionnés avec résultat et action
- ➔ La liste des DAS testés avec résultat et action

✧ Rapport annuel

A la fin du contrat annuel, un rapport d'activité est établi et transmis au responsable de sécurité et au responsable immobilier dans un délai de 20 jours.

Ce document contient :

- ✓ Les travaux d'entretien et de dépannage réalisés dans l'année écoulée
- ✓ Le tableau récapitulatif du respect des périodicités de maintenance (date de la dernière maintenance préventive par équipement, équipements pour lesquels les délais sont dépassés)
- ✓ Le tableau des reconditionnements
- ✓ Un historique des incidents comprenant : les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement, l'analyse des causes et les préconisations pour que ce type d'incident ne se renouvelle pas.
- ✓ Une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit
- ✓ La liste des non-conformités
- ✓ Les éventuelles améliorations à apporter

Les rapports sont fournis sur papier et sur support informatique, signés par le titulaire avec la certification d'avoir été contrôlés.

⇒ *Le candidat fournit une copie de la trame de ces rapports*

4.3. La maintenance corrective

Les bons d'intervention sont systématiquement signés par le responsable technique et sécurité ou le Directeur de l'établissement (pendant les heures et jours ouvrables). En dehors de ces périodes, les rapports pourront être visés par l'agent SSIAP présent au PC sécurité ou le cadre d'astreinte, à condition d'identifier clairement le nom et la fonction de la personne signataire.

4.4. Les mises à jour

Toute modification réalisée par le titulaire sur l'installation, fait l'objet d'une mise à jour du dossier d'identité du SSI (plans, schémas, notices techniques, systèmes d'exploitation informatique, système déporté d'alarme et de gestion) et ce à la charge intégrale du titulaire, dans un délai de 30 jours.

Le titulaire est tenu de faire figurer ses interventions dans les registres de sécurité.

⇒ *Le candidat explique dans le mémoire technique, son organisation pour répondre à cette exigence.*

ARTICLE 5 – CONTRAINTES

5.1. Formation du personnel du titulaire

Les interventions ayant lieu dans des établissements recevant du public, le titulaire du accord-cadre assure la formation de son personnel dans les domaines suivants :

- ➔ Réglementation ERP
- ➔ Réglementation SSI
- ➔ Les règles d'hygiène et les risques hospitaliers (infections nosocomiales)

5.2. Interventions sur site

D'une manière générale, les interventions du titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement des établissements de l'UGECAM Rhône Alpes et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée. Seules les interventions n'engendrant aucune gêne pourront être exécutées pendant les horaires normaux de fonctionnement, à savoir de 08h00 à 17h00 heures.

★ Maintenance préventive :

- ✘ Un planning d'intervention est systématiquement soumis à l'approbation du responsable technique et sécurité ou à défaut le Directeur de l'établissement. Si l'une des deux parties souhaite modifier les dates prévues des interventions, elle en informe l'autre au moins 15 jours avant la date prévue.
- ✘ L'ensemble des locaux doivent être vérifiés (avec leurs D.A.S correspondants), quels que soient les problèmes d'accès.
- ✘ Au cours de l'exploitation, des anomalies constatées par le personnel du service incendie sont consignées dans un cahier de liaison. Le titulaire procède au solde de ces anomalies lors des visites de maintenance.

★ Maintenance corrective :

- ✘ Le titulaire du présent accord-cadre prévient le service de sécurité dès son arrivée pour accéder aux systèmes concernés.
- ✘ Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son accord-cadre, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérent aux modalités d'exécution de certains travaux.
- ✘ Le titulaire doit, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux patients pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants : bruits d'origines diverses, odeurs, fumées, gaz d'origines diverses, détrit, sécurité insuffisamment assurée.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués, le titulaire devrait en référer à la personne responsable de la maintenance dans l'établissement.

Durant son intervention, le titulaire du présent accord-cadre respecte les règles d'hygiène, de propreté, de sécurité et de protection ainsi que les règles d'accès, d'identification et d'information de l'établissement.

Le titulaire s'informe des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précisions dans le marché, ces renseignements sont fournis par le responsable technique et sécurité de l'établissement.

Le titulaire assure la fourniture de tous les outillages et appareils nécessaires à la réparation (logiciel de programmation, etc.).

Le personnel du titulaire doit porter une tenue et un badge nominatif d'identification. Il est accompagné par un personnel de l'établissement à chaque fois que cela est nécessaire.

Le titulaire demeure responsable des dégradations causées et des accidents matériels ou corporels, du fait de ses travaux, d'une négligence ou déroulement d'une intervention sans autorisation de l'établissement..

5.3. Mesures d'hygiène et de protection

Durant son intervention, le titulaire du présent accord-cadre respecte toutes les règles d'hygiène, de nettoyage et de protection. Le coût des EPI nécessaires au respect des règles sanitaires en vigueur est inclus aux forfaits proposés dans le bordereau de prix.

Le titulaire assure notamment une protection de confinement étanche avec porte d'accès pour chaque zone de travail ponctuelle, c'est-à-dire dans chaque circulation à chaque fois qu'un faux plafond est ouvert, soit par un passage de câble, soit par un percement ou une fixation.

Le titulaire assure à ses frais et sous sa responsabilité les évacuations des produits déposés ou excédentaires, de leurs emballages et tout déchet lié à son intervention. Concernant les déchets pour lesquels la réglementation l'imposerait, le titulaire remettra au service technique de l'UGECAM Rhône Alpes un bordereau de suivi de destruction des déchets.

Le titulaire et son personnel intervenant sur site se conformeront aux obligations sanitaires en vigueur au moment de leur intervention.

5.4. Certification et agréments

Les agréments requis pour candidater sont décrits dans la convention d'accord-cadre.

ARTICLE 6 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Conformément à la politique RSO mise en place par l'Ugecam Rhône Alpes, une attention particulière est portée à la prise en compte par les candidats de données à la fois environnementales, sociales et sociétales.

Les candidats exposeront leur politique en matière de respect des principes du développement durable liée aux produits proposés dans le cadre de cette consultation, et particulièrement :

- ✓ La non utilisation de produits réputés nocifs
- ✓ La réduction et le traitement des déchets
- ✓ La maîtrise des consommations d'eau et d'énergie
- ✓ Le contrôle des rejets polluants dans l'atmosphère, l'eau et les sols
- ✓ L'optimisation des emballages
- ✓ La provenance des matériaux
- ✓ La mise en œuvre de la norme ISO 14001, NF environnement
- ✓ La prévention des risques en matière d'accidents du travail
- ✓ La réinsertion professionnelle des personnes en difficultés
- ✓ L'emploi des travailleurs handicapés et des seniors
- ✓ ...

Tous les éléments communiqués par les candidats, qui s'inscrivent dans le cadre d'une politique de développement durable et permettant de valoriser leur performance dans ce domaine, seront appréciés dans le cadre de l'analyse des propositions, dans les critères qui correspondent le mieux aux performances décrites.

ARTICLE 7 – DEVOIR DE CONSEILS

Le titulaire du présent accord-cadre assure un rôle de conseil pour les installations; il signale par écrit au responsable technique et sécurité de l'établissement les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention de l'UGECAM Rhône Alpes et la non-exécution des travaux nécessaires à la prévention.

Par ailleurs, s'il constate un danger immédiat sur l'un des matériels qu'il maintient, un rapport doit être envoyé au service de sécurité et au responsable immobilier sous 24 heures.

Le titulaire transmet une offre argumentée lorsque ces prestations ne sont pas incluses dans le contrat objet de ce présent document à l'attention du responsable immobilier.

ARTICLE 8 – VEILLE REGLEMENTAIRE

Le prestataire assurera une veille réglementaire :

- en tenant à jour la liste de l'ensemble des textes applicables aux prestations concernées par le présent contrat
- en avisant le client de tout changement impliquant des modifications de mise en œuvre et /ou d'entretien des équipements

ARTICLE 9 – SUIVI DE LA PRESTATION

9.1. Interlocuteur unique

Le titulaire nomme un référent, qui sera l'interlocuteur privilégié du service Achats Marchés de l'UGECAM Rhône Alpes et du responsable technique et sécurité, en charge du pilotage de la bonne exécution du accord-cadre au sein des établissements dans le respect des engagements contractuels ainsi que des normes en vigueur.

En cas de changement du référent, le titulaire devra en informer aussitôt que possible ces interlocuteurs et désigner une nouvelle personne, qui se substituera aux obligations de la précédente.

9.2. Mise en place du marché

Dès réception de la notification du accord-cadre, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires auprès du responsable technique et sécurité de l'établissement concerné pour convenir des modalités opérationnelles.

9.3. Réunions de suivi

Une réunion de suivi pourra avoir lieu avec les responsables des établissements et le responsable immobilier pour faire le point avec le titulaire sur les bonnes conditions d'exécution de la prestation et les possibilités d'amélioration.

ARTICLE 10 – DEMARCHE ET CONTROLE QUALITE

Tout au long de la période d'exécution du accord-cadre, une évaluation de performance pourra avoir lieu sur la qualité des produits et des services associés du titulaire.

L'objectif de cette évaluation est de pérenniser une offre qualitative en relevant les points forts et en travaillant sur les points d'amélioration avec l'ensemble des acteurs (établissement, Direction Générale, prestataire). Cette évaluation peut faire l'objet de pénalités décrites dans la convention d'accord-cadre.

ARTICLE 11 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du accord-cadre, les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les travaux de remise en état sont réalisés soit par le Titulaire sortant avant la fin de son contrat, soit par le Titulaire entrant. Dans ce cas, il est facturé aux frais exclusifs du Titulaire sortant avec application, des pénalités pour mauvaise exécution prévues à l'Accord Cadre.

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de marché toutes les documentations nécessaires à la maintenance complète des installations y compris frais de reproduction de remise en état ou de reconstitution. En cas de carence, ces dossiers sont reconstitués par le nouveau Titulaire aux frais de l'ancien avec application des pénalités prévues à l'Accord Cadre.

Fait en 1 original

Fait à

Le

"Lu et Accepté"

Le Titulaire

Le Pouvoir Adjudicateur

LISTE DES PIÈCES EN ANNEXE

LOT 01 - Maintenance et entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements de l'établissement SMR du Val Rosay

- ✘ ANNEXE 1 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive du 28/10/2024
- ✘ ANNEXE 2 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive du 15/04/2025

LOT 02 - Maintenance et entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements de l'établissement des deux établissements de Francheville

- ✘ ANNEXE 3 : Rapport de Vérification programmée Activité Détection incendie du 23/10/2024
- ✘ ANNEXE 4 : Rapport de Vérification programmée Activité Détection incendie du 25/02/2025
- ✘ ANNEXE 5 : Dossier SSI : Partie Détection au 07/07/2025

LOT 03 - Maintenance et entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements des deux établissements de Savoie

- ✘ ANNEXE 6 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive Arc en Ciel du 28/10/2024
- ✘ ANNEXE 7 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive Arc en Ciel du 20/02/2025
- ✘ ANNEXE 8 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive Buissonnière du 25/06/2024
- ✘ ANNEXE 9 : Compte Rendu d'Intervention Maintenance Préventive Buissonnière du 20/02/2025

LOT 04 - Maintenance et entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements de l'établissement des deux établissements de l'Isère

- ✘ ANNEXE 10 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Chartreuse du 26/01/2024
- ✘ ANNEXE 11 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Drus du 26/01/2024
- ✘ ANNEXE 12 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Ecrins du 26/01/2024
- ✘ ANNEXE 13 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Chartreuse du 06/01/2025
- ✘ ANNEXE 14 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Drus du 06/01/2025
- ✘ ANNEXE 15 : Compte rendu de maintenance préventive Chantourne Ecrins du 06/01/2025
- ✘ ANNEXE 16 : Compte rendu de maintenance préventive Sources Annexe du 17/10/2024
- ✘ ANNEXE 17 : Compte rendu de maintenance préventive Sources IME du 12/12/2024
- ✘ ANNEXE 18 : Compte rendu de maintenance préventive Sources IME du 01/04/2025
- ✘ ANNEXE 19 : Compte rendu de maintenance préventive Sources Annexe du 02/04/2025

LOT 05 - Maintenance et entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements de l'établissement du Plovier

- ✘ ANNEXE 20 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier Foyer du 19/05/2025
- ✘ ANNEXE 21 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier Horizon du 19/05/2025
- ✘ ANNEXE 22 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier IME Ados du 21/05/2025